

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 17/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BARTHOULOT SARL**

13 rue d'Alsace  
VERMONDANS  
25150 PONT DE ROIDE VERMONDANS

Références : UID257090/SPR/YR/BM 2022 - 1017E  
Code AIOT : 0005904021

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/08/2022 dans l'établissement BARTHOULOT SARL implanté Lieu-dit Bois de Chazolot 25340 PAYS-DE-CLERVAL. L'inspection a été annoncée le 21/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BARTHOULOT SARL
- Lieu-dit Bois de Chazolot 25340 PAYS-DE-CLERVAL
- Code AIOT : 0005904021
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Exploitation d'une carrière de matériaux calcaires

Les principales installations contrôlées sont le carreau et les zones de stockages de déchets inertes.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Cette inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle. L'inspection a porté sur le respect de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2011 modifié par l'arrêté complémentaire du 19 avril 2016.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Niveau de production	Arrêté Préfectoral du 13/05/2011, article 5	/	Sans objet
8	Remblayage par des matériaux inertes extérieurs au site	Arrêté Préfectoral du 19/04/2016, article 7	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 19/04/2016, article 3	/	Sans objet
3	Facilitation de la colonisation d'espèces rupestres	Arrêté Préfectoral du 13/05/2011, article 18	/	Sans objet
4	épaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 19/04/2016, article 7	/	Sans objet
5	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/05/2011, article 26 et 27	/	Sans objet
6	Surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 13/05/2011, article 32.2	/	Sans objet
7	Surveillance des niveaux de vibration	Arrêté Préfectoral du 13/05/2011, article 33.2	/	Sans objet
9	Stockage des déchets d'extraction inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
10	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Il a été constaté que la carrière était globalement bien suivie. L'exploitant doit toutefois prendre les mesures nécessaires pour que la production des blocs d'enrochement et des matériaux nobles atteigne a minima les 50 % de la production totale de matériaux sur chaque période quinquennale, il doit également compléter son registre de suivi des apports de déchets inertes.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Niveau de production

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2011, article 5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Niveau de production
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La quantité totale de matériaux potentiellement commercialisables autorisés à extraire est voisine de 1 650 000 tonnes.  La quantité annuelle autorisée à extraite est de 110 000 tonnes.  La production pourra atteindre 120 000 tonnes/an pour satisfaire les besoins de chantiers exceptionnels, tout en respectant la moyenne précitée de 110 000 tonnes/an calculée sur la durée de la période considérée telle que prévue à l'article 20 ci-après.  Les blocs d'enrochement, les blocs pour gabions et les granulats pour tout type de béton doivent globalement représenter à minima :  - 30 % de la quantité de matériaux produits annuellement, - 50 % de la quantité totale produite calculée sur la durée de la période quinquennale considérée telle que prévue à l'article 20 ci-après.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare sa production annuelle de granulats sur le site GERE, la production est conforme aux quantités autorisées par l'arrêté.  Selon l'exploitant, la production de blocs d'enrochement et de granulats nobles (sable et graviers) a représenté environ 45 % de la production totale de granulats de la carrière sur la dernière période quinquennale de 2017 à 2021. L'exploitant a indiqué que dans sa déclaration sous GERE la production de sable pour béton était incluse dans les matériaux pour viabilité.  <b>L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires pour que la production des blocs d'enrochement, des blocs pour gabions et des granulats pour tout type de béton atteigne a minima les 50 % de la production totale sur chaque période quinquennale.</b>
<b>Observations :</b> L'exploitant doit tenir à jour un registre permettant de déterminer précisément quelle part représente la production de blocs d'enrochement et de granulats nobles de la production totale.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/04/2016, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit constituer des garanties financières d'un montant permettant d'assurer la remise en état de la carrière selon les dispositions prévues aux articles 37 et suivants de l'arrêté préfectoral n°2011-133-0021 du 13 mai 2011.  Le montant de référence des garanties financières devant être constitué dans ce cadre doit être au moins égal à :  - pour la troisième période d'exploitation (2022-2026) : 232 254 € TTC
<b>Constats :</b> Un acte de cautionnement montre la constitution de garanties financières pour un montant de 244 971 Euros. La caution prend effet le 26 août 2021 et se termine le 13 mai 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Facilitation de la colonisation d'espèces rupestres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2011, article 18
<b>Thème(s) :</b> Autre, Protection de la biodiversité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de faciliter l'installation d'oiseaux rupestres (faucons crécerelle et pèlerin, hibou grand duc ...) sur le site de la carrière, l'exploitant est tenu de mettre en place, au cours de la troisième phase d'exploitation : - un nichoir respectant les préconisations d'ETUDES EN ENVIRONNEMENT (pose sous un surplomb d'un élément de type « regard préfabriqué en béton », mise en place au fond du nichoir d'une couche de sable mélangé avec du gravier) ; - par tir(s) « bouchons » une ou plusieurs cavités favorisant la nidification.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que l'exploitation était en retard vis-à-vis du phasage d'exploitation et n'avait pas encore atteint la troisième phase d'exploitation prévue initialement sur la période 2022-2026. La cote minimale de la carrière n'a pas encore été atteinte et la hauteur de front de taille est actuellement au maximum de 12 m. Les fronts de taille n'ont pas encore atteint leur position finale.  L'exploitant a également indiqué que l'installation d'oiseaux rupestres nécessitait une hauteur de front de taille suffisante qui n'est pas encore atteinte.  Par ailleurs, l'exploitant prévoit le dépôt prochainement d'un dossier de demande de renouvellement, Les mesures en faveur de l'installation des oiseaux rupestres devront être réalisées avant la fin de l'autorisation actuelle ou reprises dans ce dossier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : épaisseur d'extraction et géométrie des fronts

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/04/2016, article 7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Conduite de l'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La cote minimale du carreau principal ne doit pas être inférieure à 380 mètres NGF.  Les fronts doivent être constitués de 4 gradins établis pour d'une part limiter la hauteur verticale de chaque gradin à 15 mètres, la hauteur courante étant de 10 m, et d'autre part veiller à séparer les différentes strates géologiques générant des qualités de matériaux différentes. Ces fronts seront séparés par des banquettes de 8 mètres minimums de large.
<b>Constats :</b> Le plan d'exploitation de la carrière de mars 2022 montre que la cote minimale actuelle de la carrière est de 398,5 m NGF.  L'exploitant a indiqué que les tirs de mines étaient réalisés sur une hauteur de 5 à 6 m pour la réalisation de blocs d'enrochement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2011, article 26 et 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Art 26 : L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,</li><li>• le bord de la fouille,</li><li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (nivellement NGF),</li><li>• les zones remises en état,</li><li>• la position des éléments de surface à protéger visés à l'article 22.4 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li></ul> Art 27 : Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b> L'exploitant nous a présenté le dernier plan de la carrière, celui-ci a été mis à jour en mars 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Surveillance des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2011, article 32.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit faire réaliser à ses frais, dès le début des travaux d'exploitation et de traitement des matériaux, ainsi qu'à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation et à chaque changement de phase d'exploitation, une campagne de mesures des émissions sonores de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b> La dernière mesure des émissions sonores a été réalisée le 24/02/2021 par la société SGS. Une mesure de l'émergence des niveaux sonores a été réalisée au niveau du Hameau de Seneuil situé à environ 400 mètres de la carrière. Les résultats sont conformes à la réglementation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Surveillance des niveaux de vibration

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2011, article 33.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vibration
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures au seuil de 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.  [...]  Le respect de la valeur ci-dessus sera vérifié, en particulier au niveau de l'habitation la plus proche du hameau de Seneuil, dès les premiers tirs réalisés sur la carrière et dans les conditions représentatives d'exploitation, puis par campagnes périodiques a minima annuelles. La fréquence des mesures pourra être modifiée à la demande de l'inspecteur des installations classées.  Les résultats de ces mesures sont archivés et doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué qu'une quinzaine de tirs de mine était réalisés par an, la charge unitaire des tirs de mines est relativement faible. Une mesure des vibrations est réalisée pour chaque tir de mine au niveau du hameau de Seneuil. Lors du dernier tir de mine réalisé le 3 août 2022, le sismographe ne s'est pas déclenché.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Remblayage par des matériaux inertes extérieurs au site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/04/2016, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Le dépôt de matériaux inertes d'apport extérieur au site est autorisé suivant un rythme moyen annuel de 15 000 m<sup>3</sup> (sans dépasser 20 000 m<sup>3</sup> par an) et il sera déposé progressivement à l'avancement de l'extraction, conformément aux plans de l'annexe 1 du présent arrêté. Le volume final de déchets inertes sera de 65 800 m<sup>3</sup>.</p> <p>Obligation du producteur de déchets</p> <p>Il remet à l'exploitant un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type de déchets (libellé et code à six chiffres, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement).  Ce bordereau de suivi indique la date, la provenance (nom du chantier), la quantité des matériaux, l'identification du véhicule et du transporteur et doit attester de la conformité des matériaux.</p> <p>Obligation de l'exploitant</p> <p>Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents du producteur. Ces documents doivent être archivés. L'exploitant tient un registre d'admission sur lequel seront répertoriés :</p> <p>la date de réception,  la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets,  l'origine et la nature des déchets,  la quantité (volume ou masse ) de déchet,  le moyen de transport utilisé,  le résultat du contrôle visuel et la vérification des documents d'accompagnements.</p> <p>Ce registre présente une quantification du volume des apports de déchets inertes sur la carrière.</p> <p>Le registre est conservé pendant au moins trois ans. Il est accompagné d'un plan d'exploitation permettant de localiser les zones de remblais.</p> <p>Mode opératoire de l'accueil des matériaux inertes</p> <p>le chargement du camion doit être examiné visuellement avant déchargement,  les matériaux doivent être préalablement réceptionnés et déchargés en un cordon sur une aire de contrôle afin d'en vérifier le contenu visuellement et olfactivement. Ils devront être exempts de toute souillure pouvant constituer une charge polluante,  les matériaux souillés doivent être refusés, rechargés immédiatement puis réexpédiés vers un centre de stockage approprié,  les chargements conformes sont mis en remblai pour un stockage définitif,  le registre des refus doit mentionner l'expéditeur, l'origine, la nature, le volume des matériaux ainsi que les raisons du refus.</p> <p>Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.</p> <p><b>Constats :</b> Les quantités de déchets inertes extérieurs au site déclarées respectent le volume de 15 000 m<sup>3</sup> prévu par l'arrêté.</p> <p>Les déchets inertes apportés sur le site sont principalement des terres et cailloux provenant de chantiers de terrassement.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre des déchets inertes apportés sur le site, celui-ci est organisé en fonction du client apportant les déchets inertes. Ce registre permet de connaître le type de déchets inertes apportés mais il manque le code déchet (code à six chiffres, en référence à la liste</p>



des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement) des apports. Il manque également le résultat du contrôle visuel réalisé à l'arrivée des déchets. <b>L'exploitant doit compléter son registre avec le code déchet correspondant à chaque apport, le résultat du contrôle visuel doit également être mentionné dans le registre.</b>
La zone de stockage des déchets apparaît sur le plan d'exploitation de la carrière.
Les déchets inertes sont stockés dans la doline située dans la partie nord ouest de la carrière. La zone de stockage des déchets n'appelle pas de remarques particulières.
L'exploitant réalise également une activité de recyclage de produits béton, une plateforme est aménagée sur la partie haute de la carrière pour le stockage des matériaux destinés à être recyclés.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 9 : Stockage des déchets d'extraction inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets d'extraction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
<b>Constats :</b> Le plan d'exploitation de la carrière permet de localiser les zones de stockages des stériles d'exploitation. La terre végétale est stockée sous la forme d'un merlon d'une hauteur d'environ 1 m. Les stériles d'exploitation sont stockés dans la doline située dans la partie Nord de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Plan de gestion des déchets d'extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des déchets d'extraction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit établir un plan de gestion de déchets d'extraction inertes, résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation [...]</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction inertes qui seront stockés durant la période d'exploitation,</li> <li>• le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles</li> <li>• la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis,</li> <li>• en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement,</li> <li>• la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets,</li> <li>• le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</li> <li>• les procédures de contrôle et de surveillance proposées,</li> <li>• en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol,</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au Préfet.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis par mail du 16 mars 2022 le plan de gestion des déchets d'extraction inertes. La dernière mise à jour de ce plan est datée du 3 mai 2021. Les déchets d'extraction sont principalement des stériles de décapage et de la terre végétale.</p> <p>La terre végétale est stockée sous la forme de merlon, elle sera réutilisée pour la remise en état de la carrière. Les stériles d'exploitation sont utilisés pour la réalisation des merlons et des pistes, ils sont également stockés dans la doline située dans la partie Nord de la carrière pour le réaménagement de la carrière.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet